



Communauté métropolitaine
de Montréal

L'économie MÉTROPOLITAINE

Trimestriel

La Communauté métropolitaine de Montréal est heureuse de présenter le premier numéro de son bulletin de conjoncture économique. *L'économie métropolitaine* décrit de manière concise l'évolution à court terme des principaux agrégats économiques et les faits saillants du trimestre. Dans des tableaux synthèses que le lecteur trouvera à la fin du document, le bulletin offre les statistiques économiques courantes de la région métropolitaine de Montréal et de ses cinq secteurs : Montréal, Laval, Longueuil, les couronnes Nord et Sud. *L'économie métropolitaine* est disponible sur le site Internet de la CMM à l'adresse suivante : www.cmm.qc.ca.

Formée du territoire de 63 municipalités, la CMM regroupe 3,4 millions d'habitants, soit près de la moitié de la population du Québec. Elle est un organisme de planification, de coordination et de financement métropolitains.

• Baisse de l'emploi en 2003

- Ajustement des couronnes
- Hausse du chômage à Montréal
- Difficultés de l'aéronautique
- Maintien de la construction de logements mais baisse des ventes
- Portrait : La scolarisation de Montréal

Les difficultés de l'aéronautique réduisent l'emploi

Après avoir connu, en 2002, la plus forte croissance de l'emploi parmi les grandes agglomérations nord-américaines, la région montréalaise a commencé l'année 2003 par une réduction de sa main-d'œuvre. Pendant les six premiers mois de l'année, l'emploi a diminué de 1,7 % dans la région métropolitaine de Montréal. Le taux de chômage a fait un bond, passant de 8,2 % au quatrième trimestre 2002 à 9,9 % au deuxième trimestre 2003. La baisse de l'emploi a été encore plus prononcée dans les couronnes.

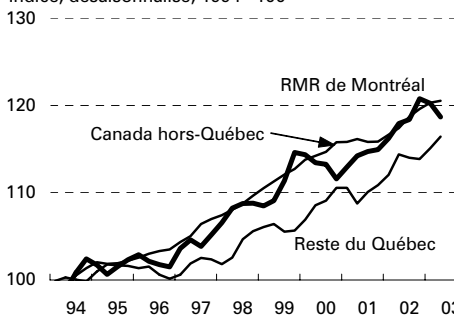
Cette performance de la région survient au moment où le marché du travail nord-américain ralentit, l'emploi augmentant à peine aux États-Unis et au Canada. De plus, l'ajustement de l'aéronautique, une industrie concentrée dans la région montréalaise, a accentué son recul économique. Dans le reste du Québec, par contre, l'emploi qui déclinait légèrement pendant les six derniers mois de 2002, s'est mis à croître.

Poussée de l'emploi à temps partiel depuis un an

La faiblesse de l'emploi transparissait déjà l'an dernier alors que le gros de la croissance de l'emploi s'était produite dans les postes à temps partiel, une tendance qui s'est poursuivie en 2003. En temps d'incertitude, les employeurs hésitent à offrir des emplois à temps plein et préfèrent la souplesse du temps partiel.

Emploi

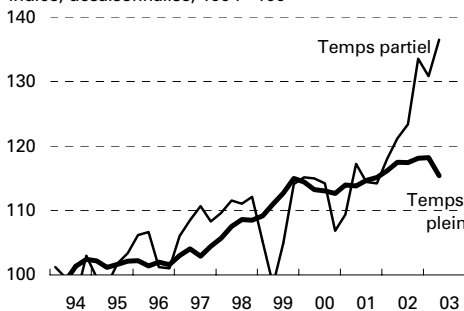
Indice, désaisonnalisé, 1994=100



Source : Statistique Canada

Emploi dans la RMR de Montréal

Indice, désaisonnalisé, 1994=100



Source : Statistique Canada

SECTEURS ÉCONOMIQUES

Recul de la fabrication de biens durables

L'industrie manufacturière traverse des moments difficiles depuis la fin de 2002. L'emploi manufacturier a diminué de 8 % au cours des six premiers mois de l'année dans la région métropolitaine de Montréal. Le recul est concentré dans les biens durables, en particulier le matériel de transport.

Après un léger regain en 2002, les livraisons québécoises de produits aéronautiques ont reculé de 15 % pendant la première moitié de 2003. Bombardier Aéronautique a annoncé la mise à pied de 3 000 employés, dont 650 dans ses usines de la région montréalaise. Des licenciements avaient déjà été annoncés chez Pratt & Whitney (650 travailleurs) et CAE (200). Les difficultés de l'aéronautique se répercutent dans le reste de l'économie régionale car c'est l'un des secteurs les mieux intégrés au reste de l'économie.

Ailleurs, des fermetures ont été annoncées par le fabricant de tabac Imperial Tobacco (-580 travailleurs), la compagnie de produits de beauté Avon (-150) et le producteur de t-shirts Gildan (-150). Les livraisons de textiles et vêtements diminuent de manière continue depuis la fin de l'an 2000.

Faiblesse du commerce

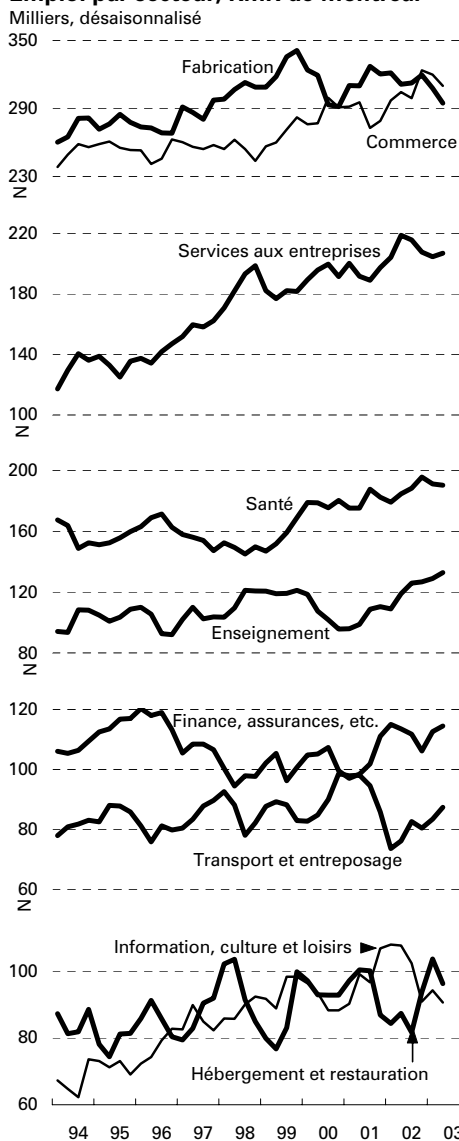
Bien que les consommateurs maintiennent leur rythme d'achat, l'emploi dans le commerce diminue depuis le début de l'année. Après une brève remontée à la fin de 2002, l'hébergement et la restauration retombent tandis que l'information et les loisirs bougent peu.

Force des services à la production

L'emploi est à la hausse dans la plupart des services à la production, stimulant la demande de bureaux au centre-ville au deuxième trimestre, une tendance à laquelle on ne s'attendait pas. Les ingénieurs sont en demande. Bechtel Québec embauche 250 personnes pour construire la nouvelle aluminerie de la société Alcoa en Islande.

Même les estimés de l'emploi en transport sont à la hausse malgré les chocs qui secouent les compagnies aériennes. Air Canada réduira son effectif de 3 600 employés à travers le Canada d'ici la fin de 2003. De plus, la compagnie s'est mise sous la protection de la loi sur les arrangements avec les créanciers afin de faciliter son redressement. La société aérienne Air Transat a également annoncé des mises à pied d'environ 550 personnes. Par contre, les transporteurs à tarif réduit ont le vent dans

Emploi par secteur, RMR de Montréal



Source : Statistique Canada

les voiles. Westjet et Jetsgo ont annoncé, au premier trimestre, l'ajout de liaisons avec Montréal.

Le secteur public continue à soutenir l'économie

Les effectifs dans les services publics et parapublics ont grimpé de 12 % en 2 ans. Les institutions d'enseignement ont accru leur personnel en 2003. L'embauche touche le réseau primaire et secondaire. Par ailleurs, les universités poursuivent la construction de plusieurs pavillons.

BOMBARDIER ET LES JETS RÉGIONAUX

La tempête aérienne atteint même le créneau des avions régionaux

Les jets régionaux de Bombardier sont la principale exportation de Montréal. Or, le transport aérien traverse la dépression la plus prononcée de son histoire actuelle. Le trafic mondial a diminué en 2001 et est resté stationnaire en 2002. Les conflits géopolitiques et l'épidémie du SRAS ont continué de freiner le transport aérien en 2003. Les grandes compagnies aériennes ont réduit leur capacité, créant un surplus de jets monocouloirs.

Les difficultés de Bombardier proviennent d'abord de la chute du marché des avions d'affaires. Cependant, un ralentissement prolongé de la demande de jets régionaux l'a forcée, ainsi que son principal concurrent Embraer, à réduire son rythme de production alors que le niveau des commandes tombait loin derrière le niveau record de l'an 2000.

Nécessité d'augmenter la productivité canadienne

La hausse du dollar canadien a, en outre, réduit les marges bénéficiaires de Bombardier sur les avions vendus aux États-Unis, la forçant à augmenter sa productivité. En mars, Bombardier a ainsi annoncé l'élimination de 1 300 emplois dans ses usines montréalaises.

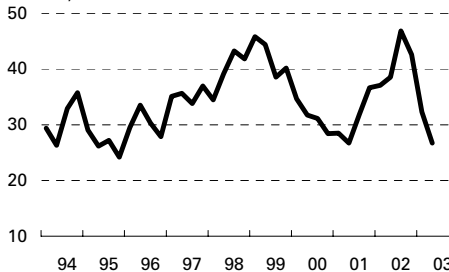
Mais le transport régional se porte bien

Les transporteurs aériens régionaux ont fait jouer leur avantage au chapitre des coûts pour gruger des trajets anciennement dominés par les grandes compagnies. Ce facteur a réduit l'impact de la chute du transport aérien sur le créneau régional. Alors que les autres segments de l'industrie aérienne sont aux prises avec des surplus, le trafic régional continue, lui, à progresser. De mars 2001 à mars 2003, les transporteurs aériens régionaux ont accru leur part du marché américain de 4 à 7 %. Tous faisaient un profit au deuxième trimestre.

Les perspectives à long terme du transport aérien régional demeurent bonnes. Dans ses prévisions rendues publiques en mai dernier, Rolls-Royce avance que la demande d'avions régionaux augmentera de 5,7 % par an de 2002 à 2022. La demande d'avions régionaux augmentera plus rapidement que la demande totale d'avions dans tous les marchés géographiques, particulièrement en Chine (+12 % par an) et en Asie (+10 % par an). L'avantage du créneau régional, basé sur la faiblesse de ses coûts, se maintiendra alors que la productivité du parc mondial d'avions régionaux augmentera de 3 % par an.

Emploi, matériel de transport, RMR de Montréal

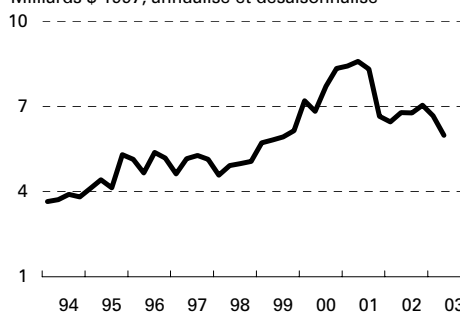
Milliers, désaisonnalisé



Source : Statistique Canada

Livraisons québécoises d'avions

Milliards \$ 1997, annualisé et désaisonnalisé



Source : Statistique Canada

De nouveaux concurrents se profilent

En introduisant le Regional Jet en 1991, Bombardier a créé le marché des jets régionaux et y a établi une position dominante. Elle n'a, à l'heure actuelle, qu'un seul concurrent, la société brésilienne Embraer. La principale pierre d'achoppement entre les deux producteurs touchait l'assistance gouvernementale. À la fin des années 1990, l'ampleur des contrats en jeu a fait de l'aide offerte par l'État le principal défi à régler pour l'industrie aéronautique montréalaise.

De nouveaux concurrents sont en train d'apparaître, en particulier le producteur russe Sukhoï, dans une coentreprise impliquant Boeing, et la société chinoise AVIC I, qui mettront chacun en marché des jets régionaux en 2007. Leur principal avantage est une demande locale captive, leur objectif initial étant de satisfaire la demande d'avions régionaux sur leur immense territoire à partir de la production locale. Cependant, comme les barrières à l'entrée sont très élevées dans la fabrication d'avions, les producteurs établis, Bombardier et Embraer, bénéficient sur le marché international d'un avantage sur les concurrents potentiels.

SECTEURS RÉGIONAUX

Ajustement de l'emploi à Longueuil et dans les couronnes

Longueuil et les couronnes comptent pour 40 % des personnes employées de la région métropolitaine. Bien que jouissant du taux d'emploi le plus élevé de la région métropolitaine, ces secteurs ont, depuis 1999, le marché du travail le plus volatile. La croissance de l'emploi y a été plus forte en 2002 et la baisse subséquente également. Le taux d'emploi est passé de 62,9 % à la fin de l'an 2000 à 69,0 % à la fin de 2002, puis est retombé à 66,4 % au printemps de 2003.

Recul du taux d'activité dans les couronnes

Les résidents de Longueuil et des couronnes ont réagi à la baisse de l'emploi en réduisant leur participation au marché du travail. Le taux de chômage n'y a donc augmenté que légèrement, de 6,7 % à 6,9 %.

Hausse du chômage dans la ville de Montréal

La ville de Montréal, où résident 50 % des personnes employées de la région, subit un recul de l'emploi semblable à la moyenne métropolitaine. Par contre, la participation des résidents au marché du travail se maintenant, leur recherche se bute à un échec et le chômage augmente.

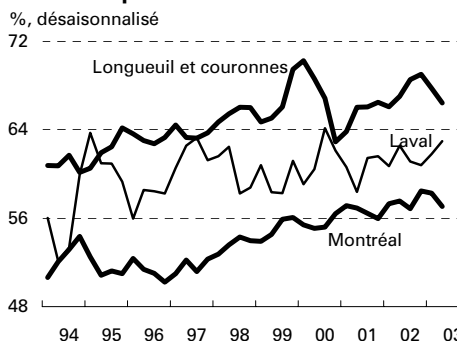
Enfin, selon les estimations de l'Enquête sur la population active, les fluctuations du marché du travail semblent épargner Laval.

Hausse de la dépendance sociale dans la couronne Nord et Laval

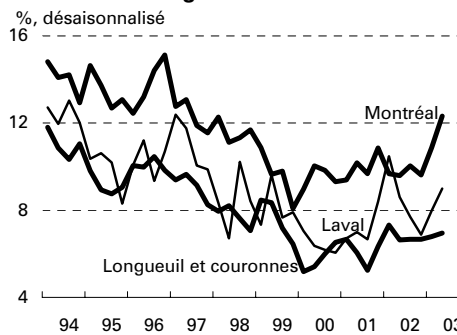
L'indicateur de dépendance sociale¹ a augmenté dans tous les secteurs au deuxième trimestre. Comme l'emploi, sa volatilité est plus forte dans les couronnes. La hausse la plus importante touche la couronne Nord et Laval.

Lorsque les travailleurs perdent leur emploi, ils se tournent d'abord vers l'assurance-chômage. Le nombre de prestataires de l'assurance-chômage a augmenté de 3,7 % au deuxième trimestre dans la RMR de Montréal tandis que celui des bénéficiaires de l'aide sociale diminuait encore de 1,8 %. Dans les couronnes Nord et Sud, le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale a déjà commencé à augmenter au deuxième trimestre, de 2 % et 0,5 % respectivement.

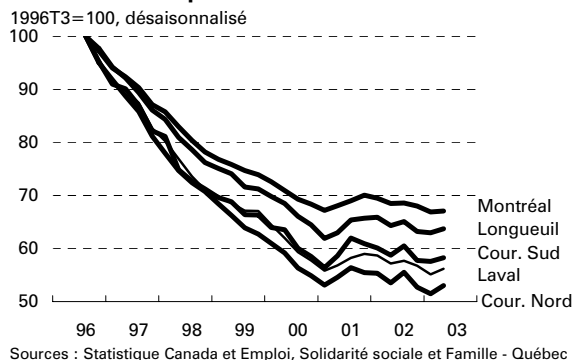
Taux d'emploi



Taux de chômage



Indicateur de dépendance sociale



1. $100 \times (\text{Bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains et bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes et avec contraintes temporaires}) \div \text{population de 15 à 64 ans.}$



IMMOBILIER ET CONSTRUCTION

La revente de logements plafonne

Les transactions résidentielles ont diminué depuis le début de l'année. Le nombre de résidences vendues a diminué de 17 % dans la grande région montréalaise pendant les six premiers mois de l'année. La hausse de la valeur des propriétés ferait plafonner les ventes. La demande se maintient néanmoins à un niveau historiquement élevé. Les consommateurs demeurent confiants et les taux hypothécaires restent faibles.

Le recul des ventes affecte les maisons unifamiliales. Par rapport aux six premiers mois de 2002, les ventes d'unifamiliales ont diminué de 15 %. Moins dispendieuses, les copropriétés ont conservé davantage leur attrait (-5 %). Les ventes de copropriétés augmentent même à Laval et à Longueuil, bien qu'elles y soient encore marginales. Dans l'ensemble, la revente de logements diminue davantage dans les couronnes Sud (-20 % par rapport aux six premiers mois de 2002) et Nord (-16 %). L'activité décline moins à Laval (-6 %).

Poussée des prix résidentiels

La hausse des prix résidentiels sur un an est passée de 18 % au premier trimestre à 14 % au deuxième trimestre. La poussée des prix au début de l'année avait été plus prononcée dans les copropriétés et les plex de la ville de Montréal, ainsi que les unifamiliales de Laval. Les valeurs moyennes transigées ont progressé un peu moins vite au deuxième trimestre dans la plupart des segments de marché excepté les prix des plex qui ont maintenu leur rythme de croissance. Les prix résidentiels augmentent un peu moins vite à Longueuil et dans les couronnes. Par contre, la hausse est plus forte à Laval à cause d'un déplacement de la demande vers des maisons unifamiliales de 200 000 \$ et plus.

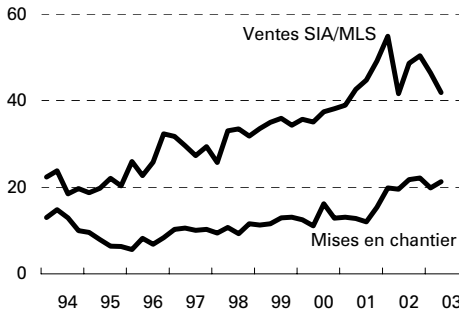
Maintien de la construction de logements

Par contre, la construction résidentielle reste soutenue. Le nombre de logements mis en chantier dans la région métropolitaine de Montréal, qui est passé d'un palier annuel de 13 000 unités en 2001 à 20 000 unités en 2002, se maintient à ce niveau depuis. L'offre continue de se déplacer hors de la maison unifamiliale. En 2002, la croissance touchait davantage le logement locatif, et en 2003, la copropriété. La construction résidentielle est forte dans toutes les régions de l'agglomération montréalaise.

Construction et vente de logements

RMR de Montréal

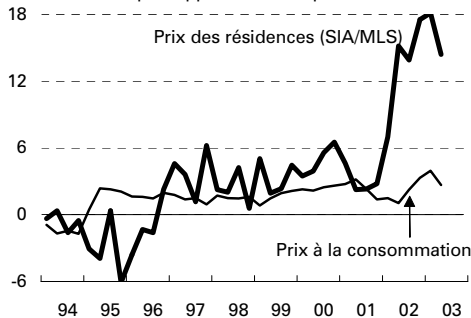
Milliers, annualisé et désaisonnalisé



Sources : Société canadienne d'hypothèques et de logement et Chambre immobilière du Grand Montréal

Prix résidentiels à Montréal

Variation en % par rapport à l'année précédente



Sources : Statistique Canada et Chambre immobilière du Grand Montréal

Logements mis en chantier

	2 ^e trimestre		Janvier-juin	
	2003	2002	2003	2002
RMR de Montréal	6 688	6 411	10 816	10 432
Montréal	1 724	1 857	3 160	2 970
Laval	885	834	1 368	1 410
Couronne Nord	1 986	1 856	3 266	2 855
Longueuil	685	521	953	905
Couronne Sud	1 408	1 343	2 069	2 292

Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement

PORTRAIT: La scolarisation de Montréal et des villes canadiennes **La sous-scolarisation de Montréal est en voie de disparaître**

Le capital humain influe sur la prospérité

Depuis la fin des années 1980, de nouvelles théories ont renouvelé la recherche sur les causes de la croissance économique des pays, attribuant une place importante au capital humain². Les économistes urbains Edward Glaeser et Jesse Shapiro situent le capital humain parmi les trois facteurs qui influencent le plus la croissance des villes américaines³. Plus près de nous, Pierre Fortin⁴ et Thomas Lemieux⁵ ont mis en évidence la sous-scolarisation des Québécois et son lien avec le retard économique du Québec. Ainsi, parmi les hommes nés en 1926, c'est-à-dire âgés de 75 ans en 2001, la scolarité d'un Québécois était inférieure à celle d'un Afro-Américain.

Montréal, l'agglomération la moins riche d'Amérique du Nord

Le même constat vaut pour Montréal. La vision stratégique de la CMM⁶ a déjà mis en lumière le retard économique de Montréal. Montréal a le PIB par habitant le plus faible des grandes agglomérations nord-américaines. Nous examinerons maintenant le niveau de scolarité montréalais.

L'examen du capital humain

Habituellement, pour évaluer le niveau de scolarité d'une population, on calcule le nombre médian d'années de scolarité ou la part de la population qui a atteint un niveau scolaire donné. L'examen porte ici sur les deux extrémités de la scolarisation, d'une part les personnes peu qualifiées — qui ont moins de 9 années de scolarité — et d'autre part les personnes très qualifiées — qui ont un grade universitaire. Ces deux catégories sont celles qui se comparent le plus facilement. L'examen est fait par groupe d'âge mais en excluant les jeunes (personnes âgées de 15 à 24 ans) car ils n'ont pas atteint leur niveau de scolarité final.

2. Entre autres, les travaux de R. Barro, D. Romer, P. Romer, X. Sala-i-Martin et D. Weil.

3. Les deux autres étant l'utilisation de l'automobile et le climat. Voir Glaeser, E. et J. Shapiro. «Is There a New Urbanism? The Growth of U.S. Cities in the 1990s» Harvard Institute of Economic Research, Discussion Paper 1925, 2001.

4. Fortin, P. «Has Quebec's Standard of Living Been Catching Up?» dans P. Grady et A. Sharpe (dir.) *The State of Economics in Canada: Festschrift in Honour of David Slater*, John Deutsch Institute, Queen's University, Kingston, Ontario, 2001.

5. Lemieux, T. «Disparités de revenu et croissance de l'emploi: y a-t-il un trade-off?» dans S. Lévesque (dir.), *L'après-déficit zéro: des choix de société*, Montréal: ASDEQ, 1999.

6. CMM. *Vision stratégique—Document déclencheur*, 2002.

7. Polèse, M. et R. Shearmur. *Montréal en 2001. Structure et évolution de l'économie montréalaise dans le contexte métropolitain canadien, 1971-2001*, INRS-Urbanisation, Culture et Société, Étude réalisée pour la CMM, 2003.

La population la moins scolarisée des RMR nord-américaines

La RMR de Montréal a, en 2001, la population la moins scolarisée des agglomérations nord-américaines (voir tableaux p. 3). Elle a, en effet, la part la plus élevée de personnes qui n'ont pas une neuvième année (14,7 % des 25 ans et plus) et la part la plus faible de grades universitaires (19,9 %).

Le lourd héritage du passé

Le niveau scolaire moyen de la population reflète le retard historique de Montréal. Les générations les plus âgées ont le retard scolaire le plus prononcé. Dans le groupe d'âge de 65 ans et plus, plus de quarante Montréalais sur cent n'ont pas leur neuvième année, loin derrière Toronto (30,7 %), Vancouver (22,9 %) et Miami (22,6 %).

Rattrapage scolaire en cours

Cependant, un rattrapage est en cours. La part des personnes peu qualifiées chute à 14,9 % parmi les 45-64 ans et atteint 3,5 % parmi les 25-34 ans, ce qui situe Montréal au 12^e rang sur 25.

À l'université, les Montréalais ont fait des progrès dès la génération des 45-64 ans. La part des personnes qui ont un grade universitaire passe de 8,0 % parmi les 65 ans et plus à 18,3 % parmi les 45-64 ans. Cependant, Montréal est demeurée à la queue des grandes villes nord-américaines jusqu'à la poussée des études universitaires des années 1990. La génération touchée, qui est âgée de 25 à 34 ans maintenant, compte 29,3 % de grades universitaires, ce qui situe Montréal au 16^e rang.

Le retard scolaire passé était pan-canadien : Toronto et Vancouver ont, avec Montréal, les parts les plus élevées de personnes âgées peu qualifiées. De plus, le rattrapage universitaire est plus rapide à Toronto qu'à Montréal⁷.

La scolarisation actuelle de Montréal et sa prospérité future

Bref, le rattrapage scolaire montréalais est sur une bonne voie, d'autant plus que les jeunes Montréalais ont la fréquentation scolaire la plus élevée en Amérique du Nord.

Le niveau scolaire des travailleurs montera donc au fur et à mesure que les générations scolarisées remplaceront les générations moins qualifiées. Plus scolarisée, la main-d'œuvre sera plus productive et obtiendra plus facilement un emploi. La hausse de la productivité et du taux d'emploi devrait, en fin de compte, provoquer un rattrapage du PIB par habitant avec celui des autres métropoles nord-américaines.



Part de la population dont la scolarité est inférieure à la 9^e année, selon le groupe d'âge, en 2000 (2001 dans les RMR canadiennes) (%)

Région métropolitaine	25 ans et plus	Région métropolitaine	25-34 ans	Région métropolitaine	35-44 ans	Région métropolitaine	45-64 ans	Région métropolitaine	65 ans et plus
Seattle	3,1	Pittsburgh	0,8	Pittsburgh	0,9	Minneapolis	2,2	Seattle	8,0
Minneapolis	3,4	Vancouver	1,4	Cleveland	1,3	Pittsburgh	2,2	Phoenix	9,7
Cleveland	4,0	Cleveland	1,5	Minneapolis	1,6	Seattle	2,5	Tampa	9,9
Pittsburgh	4,5	St Louis	1,5	St Louis	1,7	Cleveland	2,9	Portland	10,0
Détroit	4,6	Toronto	1,9	Seattle	1,8	Détroit	3,4	Denver	10,2
Philadelphie	4,9	Détroit	1,9	Détroit	1,9	Portland	3,4	Cleveland	11,0
Portland	5,0	Minneapolis	2,0	Philadelphie	2,2	St Louis	3,6	San Diego	11,4
Denver	5,1	Philadelphie	2,2	Tampa	2,6	Denver	3,9	Minneapolis	11,5
Washington	5,2	Seattle	2,3	Vancouver	2,7	Washington	3,9	Boston	12,7
Tampa	5,2	Boston	2,4	Washington	2,8	Philadelphie	3,9	Philadelphie	12,9
Boston	5,4	Tampa	3,3	Boston	2,9	Tampa	4,2	Pittsburgh	13,1
Atlanta	5,4	• Montréal	3,5	Atlanta	2,9	Atlanta	4,3	Dallas	13,8
St Louis	5,7	Washington	3,6	Toronto	3,4	Boston	5,2	Détroit	13,9
Vancouver	7,3	Atlanta	4,1	Portland	3,6	San Francisco	6,3	San Francisco	14,0
San Francisco	7,6	Miami	4,4	Denver	4,0	Phoenix	6,4	Washington	14,9
Phoenix	7,6	New York	4,7	• Montréal	4,8	Vancouver	6,7	Chicago	16,1
Chicago	7,9	Portland	5,1	New York	5,0	Chicago	6,9	Los Angeles	16,7
San Diego	7,9	Denver	5,2	Miami	5,2	Dallas	7,2	New York	17,5
New York	8,4	Chicago	5,8	Chicago	5,6	San Diego	7,7	Atlanta	17,6
Dallas	8,6	San Francisco	6,7	San Francisco	6,1	New York	8,1	Houston	18,2
Toronto	10,0	San Diego	6,7	San Diego	7,1	Houston	9,2	St Louis	19,1
Miami	10,7	Phoenix	8,1	Phoenix	7,2	Toronto	10,9	Miami	22,6
Houston	10,8	Dallas	8,8	Dallas	7,7	Miami	11,3	Vancouver	22,9
Los Angeles	13,9	Houston	10,2	Houston	9,9	Los Angeles	13,5	Toronto	30,7
• Montréal	14,7	Los Angeles	12,6	Los Angeles	13,7	• Montréal	14,9	• Montréal	41,5

Sources : U.S. Census Bureau, Recensement de 2000, et Statistique Canada, Recensement de 2001

Part de la population qui a un grade universitaire, selon le groupe d'âge, en 2000 (2001 dans les RMR canadiennes) (%)

Région métropolitaine	25 ans et plus	Région métropolitaine	25-34 ans	Région métropolitaine	35-44 ans	Région métropolitaine	45-64 ans	Région métropolitaine	65 ans et plus
San Francisco	37,3	Boston	43,2	San Francisco	38,8	San Francisco	39,4	San Francisco	24,6
Washington	37,1	San Francisco	41,3	Washington	38,6	Washington	39,4	Washington	23,5
Denver	35,5	Washington	40,9	Boston	37,9	Denver	38,0	San Diego	23,2
Boston	34,4	Minneapolis	39,9	Denver	36,2	Boston	35,4	Denver	22,9
Minneapolis	33,3	Denver	38,1	Minneapolis	34,9	Seattle	34,6	Seattle	22,0
Atlanta	32,0	New York	36,4	Atlanta	34,3	Minneapolis	33,8	Phoenix	20,1
Seattle	32,0	Toronto	36,0	New York	33,3	San Diego	33,3	Houston	19,2
New York	30,5	Atlanta	35,7	Seattle	32,5	Atlanta	32,3	Los Angeles	18,8
San Diego	29,5	Chicago	35,0	Chicago	31,2	New York	31,8	Dallas	18,7
Chicago	28,9	Seattle	34,2	Dallas	30,1	Portland	30,6	Portland	18,7
Dallas	28,4	Pittsburgh	34,1	San Diego	30,1	Dallas	30,3	Minneapolis	18,4
Portland	27,7	Philadelphie	32,9	Toronto	29,3	Chicago	29,9	Atlanta	17,7
Philadelphie	26,9	Vancouver	31,2	Philadelphie	29,3	Houston	29,8	Boston	17,4
Houston	26,5	St Louis	31,1	Portland	28,2	Philadelphie	28,7	New York	17,4
Toronto	25,8	Cleveland	29,7	St Louis	27,5	Los Angeles	28,1	Miami	15,2
St Louis	25,3	• Montréal	29,3	Pittsburgh	27,2	Phoenix	27,9	Chicago	15,0
Phoenix	25,1	Portland	29,0	Houston	27,0	St Louis	27,4	Philadelphie	15,0
Los Angeles	24,4	Dallas	28,8	Vancouver	26,0	Pittsburgh	25,4	Tampa	14,8
Pittsburgh	23,8	Détroit	28,8	Phoenix	25,8	Détroit	24,9	Cleveland	13,8
Détroit	23,7	San Diego	28,7	Cleveland	25,7	Cleveland	24,6	St Louis	13,1
Cleveland	23,5	Miami	25,5	Miami	25,5	Miami	24,3	Détroit	13,0
Vancouver	23,3	Houston	25,2	Détroit	25,2	Tampa	24,1	Pittsburgh	11,7
Miami	22,9	Phoenix	24,6	Los Angeles	24,7	Toronto	23,8	Vancouver	10,3
Tampa	21,7	Tampa	24,5	Tampa	24,3	Vancouver	22,8	Toronto	9,9
• Montréal	19,9	Los Angeles	23,0	• Montréal	22,7	• Montréal	18,3	• Montréal	8,0

Sources : U.S. Census Bureau, Recensement de 2000, et Statistique Canada, Recensement de 2001

CONSOMMATION ET TOURISME

Maintien de la consommation

Après une forte poussée au début de l'année, les ventes au détail ont progressé à un rythme un peu plus lent au deuxième trimestre. Le ralentissement touche les biens non durables. La chute du prix de l'essence a fait reculer la valeur nominale des ventes des stations-services. La baisse du tourisme, provoquée par l'épidémie du SRAS, a réduit le nombre d'acheteurs dans les commerces montréalais. Un printemps frais et pluvieux a diminué les ventes de vêtements, qui stagnent depuis le début de 2002. Face à la faible affluence dans les magasins, les commerçants ont devancé leurs soldes.

Par contre, les ventes d'automobiles se sont accélérées au deuxième trimestre. Stimulées par la construction résidentielle, les ventes de meubles et d'appareils ménagers progressent de manière continue, bien qu'à un rythme un peu plus lent que l'an dernier.

Le SRAS réduit le tourisme

L'épidémie du SRAS, à Toronto, a eu des répercussions sur l'ensemble du tourisme canadien. Le nombre de touristes internationaux entrés au Québec est tombé de 17 % au deuxième trimestre. La baisse s'est produite de février à mai. En juin, le nombre de touristes commençait à remonter.

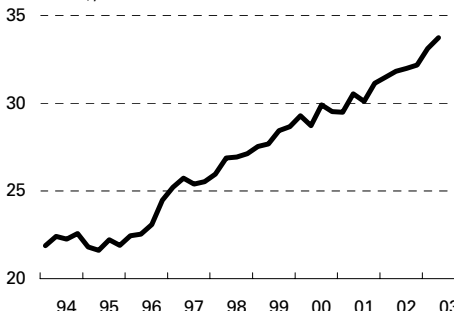
Le transport aérien a été le premier touché. Le trafic dans les aéroports de Montréal, qui stagnait depuis la mi-2002, a rechuté de 8 % au deuxième trimestre. En avril, il était à peine plus élevé (+0,4 %) que son niveau de septembre 2001.

La rareté des visiteurs étrangers a réduit la clientèle hôtelière. Le taux d'occupation des hôtels montréalais a atteint son niveau le plus faible en six ans.

Le tourisme devrait demeurer modéré dans les prochains trimestres. En plus du contexte sanitaire et politique, le contexte économique ne favorise pas le tourisme étranger. La stagnation de l'emploi, qui prévaut aux États-Unis depuis plus de trois ans, freine la demande de voyages. Quand les temps sont durs, les voyages sont le premier poste à être coupé dans le budget des ménages.

Ventes au détail, RMR de Montréal

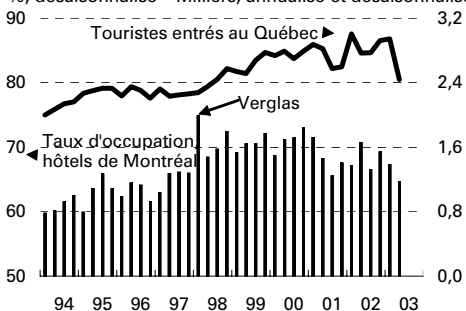
Milliards \$, annualisé et désaisonnalisé



Source : Statistique Canada

Tourisme

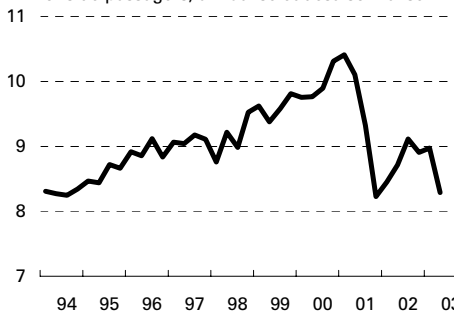
% désaisonnalisé / Milliers, annualisé et désaisonnalisé



Sources : Ass. des hôtels du gr. Montréal et Statistique Canada

Trafic dans les aéroports de Montréal

Millions de passagers, annualisé et désaisonnalisé



Source : Aéroports de Montréal

Indicateurs économiques de la RMR de Montréal, trimestriels

	Unité	2001				2002				2003	
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Désaisonnalisé											
Marché du travail											
Moyenne											
Population active	000	1 835	1 859	1 855	1 882	1 904	1 921	1 931	1 964	1 973	1 967
Emploi	001	1 687	1 706	1 713	1 717	1 736	1 761	1 769	1 804	1 796	1 773
Taux d'emploi	%	60,0	60,5	60,5	60,5	60,9	61,6	61,6	62,6	62,2	61,2
Taux de chômage	%	8,1	8,2	7,6	8,8	8,8	8,3	8,4	8,2	9,0	9,9
Assurance-chômage (1,3)	000	47,9	52,2	57,8	59,6	60,1	56,7	59,3	57,4	56,8	58,9
Aide sociale (1,4,e)	000	146,1	144,0	143,2	143,9	143,0	141,9	141,9	140,5	140,0	137,4
Immobilier											
Total											
Permis de construction	M \$	1 090	1 050	890	1 190	1 130	1 010	1 170	1 300	1 180	1 270
Mises en chantier	Nombre	3 300	3 200	3 000	3 800	5 000	4 900	5 400	5 500	5 000	5 300
Ventes de résidences (SIA/MLS,1)	Nombre	9 700	10 700	11 200	12 300	13 700	10 400	12 200	12 600	11 600	10 500
Autres											
Total											
Ventes au détail (1)	M \$	7 369	7 631	7 529	7 782	7 866	7 959	7 995	8 045	8 279	8 436
Trafic du port, total (1)	000 t	5 436	4 800	4 705	4 411	4 729	4 778	4 716	4 615	5 228	5 292
Conteneurs (1)	000 t	2 245	2 167	2 173	2 134	2 219	2 387	2 447	2 394	2 312	2 552
Trafic des aéroports (1)	000 pass.	2 603	2 526	2 331	2 056	2 113	2 179	2 278	2 226	2 244	2 072
Taux d'occupation des hôtels (1)	Moy., %	71,5	68,3	65,6	67,6	67,2	70,8	66,6	69,3	67,4	64,7
Non désaisonnalisé											
Marché du travail											
Moyenne											
Population active	000	1 816	1 873	1 877	1 865	1 885	1 936	1 953	1 946	1 954	1 983
Emploi	000	1 663	1 720	1 732	1 708	1 712	1 776	1 787	1 795	1 769	1 786
Taux d'emploi	%	59,1	61,0	61,2	60,2	60,1	62,1	62,3	62,4	61,3	61,6
Taux de chômage	%	8,5	8,2	7,7	8,4	9,2	8,3	8,5	7,7	9,5	9,9
Assurance-chômage (3)	000	59,0	47,3	57,4	53,8	71,2	51,9	58,9	51,5	67,9	54,1
Aide sociale (4,e)	000	147,3	144,7	142,6	142,5	144,4	142,4	141,4	139,1	141,4	138,0
Emploi sectoriel											
Moyenne											
Construction	000	54	58	56	62	57	74	77	74	65	75
Fabrication	000	305	310	333	321	316	311	318	320	303	295
Commerce	000	286	300	276	278	291	309	303	322	313	315
Transport et entreposage	000	97	101	94	85	73	79	82	80	83	90
Finance, assurances, imm. et location	000	97	100	103	108	115	115	113	104	113	116
Serv. professionnels, scient. et techn.	000	139	136	130	131	134	143	146	141	137	141
Gestion et soutien à la gestion	000	56	55	66	66	64	75	78	66	61	65
Enseignement	000	100	98	100	115	114	118	116	132	135	132
Santé et assistance sociale	000	177	174	189	181	181	183	190	194	193	189
Information, culture et loisirs	000	87	99	101	107	104	108	107	91	90	91
Hébergement et restauration	000	95	104	101	85	82	91	82	92	101	100
Autres services	000	71	79	78	69	68	66	70	77	76	74
Administration publique	000	84	87	82	78	89	82	82	78	76	83
Construction											
Total											
Logements mis en chantier	Nombre	2 515	4 415	2 594	3 788	4 021	6 411	4 794	5 328	4 128	6 688
Permis de construction	M \$	842	1 223	872	1 281	947	1 224	1 086	1 347	986	1 481
Résidentiel		417	580	372	523	634	810	639	648	721	830
Commercial		240	463	346	445	213	257	233	306	173	362
Industriel		146	108	69	153	70	91	70	96	46	68
Institutionnel et gouvernemental		39	72	84	160	30	67	144	297	46	222
Immobilier											
Total											
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Nombre	11 866	13 542	7 476	10 212	16 107	13 364	8 150	10 536	13 454	13 123
Taux d'inoccupation, logements locatifs	%				0,6				0,7		
Taux d'inoccupation, bureaux	%	10,9	10,4	12,6	12,8	12,6	12,7	13,5	13,6	14,9	14,9
Grand centre-ville	%		9,1	10,7	11,1	11,3	12,0	11,5	11,7	13,9	13,6
Périphérie et banlieue	%		12,9	15,9	16,2	15,0	14,1	17,8	17,5	17,2	17,7
Taux d'inoccupation, industriel	%	2,3	3,2	3,9	4,0	4,2	5,7	7,1	6,7	6,9	7,6
Prix et taux d'intérêt											
Moyenne											
Prix à la consommation, indice 1992=100		112,5	113,9	113,9	113,3	114,1	115,1	116,4	117,0	118,6	118,2
Hausse en 1 an	%	2,7	3,2	2,3	1,4	1,5	1,1	2,3	3,3	3,9	2,7
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 \$	123,6	125,5	128,9	129,6	132,2	144,5	146,9	152,3	156,2	165,3
Prêts hypothécaires, 5 ans	000 \$	7,25	7,75	7,15	6,85	7,30	7,25	6,70	6,70	6,85	5,80
Autres											
Total, M \$											
Ventes au détail		6 376	8 265	7 572	8 146	6 792	8 621	8 042	8 409	7 145	9 138
Faillites personnelles	Nombre	3 063	3 145	2 907	2 967	2 778	2 778	2 708	2 603	2 807	2 926
Faillites commerciales	Nombre	339	267	227	334	251	272	226	239	268	253
Faillites, passif total	M \$	560	420	406	436	343	570	455	375	727	350
Trafic du port, total	000 t	4 097	5 078	5 167	4 776	3 671	5 026	5 063	4 959	3 982	5 554
Conteneurs	000 t	2 146	2 228	2 137	2 208	2 119	2 449	2 410	2 468	2 212	2 614
Trafic des aéroports	000 pass.	2 536	2 510	2 601	1 894	2 058	2 168	2 528	2 053	2 183	2 064
Taux d'occupation des hôtels	Moy., %	58,0	72,8	80,1	60,6	54,5	75,1	81,3	62,8	54,6	68,8

Notes et sources à la fin des tableaux

Indicateurs économiques de Montréal et de Laval, trimestriels

	Unité	2001				2002				2003	
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Montréal											
Désaisonné (1)	Moyenne										
Indicateur de dépendance sociale (2)	%	10,6	10,7	10,9	11,1	11,0	10,8	10,8	10,7	10,5	10,6
Assurance-chômage (3)	000	25,3	28,0	30,7	32,5	32,5	30,8	31,2	30,8	30,2	31,5
Aide sociale (4)	000	108,7	108,0	107,5	108,2	107,4	107,5	107,6	107,3	106,0	105,3
Non désaisonné											
Marché du travail	Moyenne										
Population active	000	925	954	948	923	939	968	968	962	979	1 000
Emploi	000	836	858	854	826	846	876	869	873	870	878
Taux d'emploi	%	56,3	57,6	57,3	55,3	56,4	58,3	57,7	57,8	57,4	57,8
Taux de chômage	%	9,6	10,1	9,9	10,5	9,9	9,5	10,2	9,2	11,2	12,2
Indicateur de dépendance sociale (2)	%	11,0	10,7	10,9	10,7	11,4	10,7	10,8	10,4	10,9	10,5
Assurance-chômage (3)	000	29,7	26,6	30,6	29,6	36,9	29,3	31,1	27,9	34,6	30,1
Aide sociale (4)	000	109,4	108,7	107,6	106,6	108,1	108,2	107,8	105,7	106,7	106,1
Immobilier et construction											
Total											
Logements mis en chantier	Nombre	703	1 177	804	1 334	1 113	1 857	1 042	1 622	1 436	1 724
Permis de construction	M \$	442	625	485	517	331	464	412	650	309	763
Résidentiel		148	179	119	175	148	229	180	221	181	274
Commercial		179	360	264	222	130	145	97	200	87	262
Industriel		82	44	36	31	35	39	36	40	10	39
Institutionnel et gouvernemental		33	42	66	89	18	51	99	189	31	188
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Nombre	3 959	4 278	2 282	3 219	4 704	4 154	2 381	3 331	3 876	4 076
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 \$	159,9	168,5	179,7	172,8	178,7	199,9	207,8	204,5	215,7	232,9
Faillites personnelles	Nombre	1 557	1 556	1 471	1 463	1 467	1 481	1 398	1 359	1 507	1 551
Laval											
Désaisonné (1)	Moyenne										
Indicateur de dépendance sociale (2)	%	5,0	5,1	5,3	5,3	5,3	5,2	5,2	5,1	5,0	5,1
Assurance-chômage (3)	000	4,51	4,82	5,30	5,55	5,53	5,32	5,54	5,39	5,22	5,48
Aide sociale (4)	000	7,77	7,72	7,58	7,54	7,52	7,42	7,36	7,32	7,16	7,17
Non désaisonné											
Marché du travail	Moyenne										
Population active	000	183	177	190	198	194	196	194	195	195	200
Emploi	000	170	164	177	183	172	178	179	183	178	182
Taux d'emploi	%	59,6	57,4	61,8	63,5	59,6	61,5	61,5	62,6	60,7	61,9
Taux de chômage	%	7,3	7,2	6,5	7,6	11,4	8,9	7,5	6,2	8,7	9,3
Indicateur de dépendance sociale (2)	%	5,5	4,9	5,2	5,0	5,8	5,0	5,2	4,8	5,5	4,9
Assurance-chômage (3)	000	5,62	4,35	5,27	4,95	6,64	4,85	5,50	4,78	6,33	5,01
Aide sociale (4)	000	7,90	7,74	7,52	7,44	7,65	7,44	7,30	7,22	7,29	7,19
Immobilier et construction											
Total											
Logements mis en chantier	Nombre	419	643	455	500	576	834	517	591	483	885
Permis de construction	M \$	102	120	53	178	132	138	101	87	128	76
Résidentiel		51	78	38	75	78	105	69	49	90	43
Commercial		15	19	11	86	38	28	21	29	28	27
Industriel		36	14	3	5	13	4	9	4	10	4
Institutionnel et gouvernemental		0	8	2	12	3	1	1	4	0	2
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Nombre	1 257	1 316	710	1 046	1 501	1 087	672	972	1 329	1 112
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 \$	111,8	115,6	118,2	120,9	126,4	138,3	143,6	149,1	162,0	161,1
Faillites personnelles	Nombre	287	281	303	293	241	253	244	276	273	305

Notes et sources à la fin des tableaux

Indicateurs économiques de Longueuil et des couronnes, trimestriels

	Unité	2001				2002				2003	
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Longueuil et couronnes											
Non désaisonné	Moyenne										
Marché du travail (yc Longueuil)	Moyenne										
Population active	000	708	742	740	744	752	773	791	789	780	783
Emploi	000	657	699	700	699	694	722	739	739	721	727
Taux d'emploi	%	63,0	66,7	66,5	66,2	65,3	67,7	69,0	68,7	66,8	67,0
Taux de chômage	%	7,2	5,9	5,3	6,0	7,8	6,5	6,6	6,3	7,6	7,2
Faillites pers. (sans Longueuil)	Nombre	874	959	838	897	779	776	746	677	735	740

Indicateurs économiques de Longueuil et des couronnes, trimestriels (suite)

	Unité	2001				2002				2003	
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Longueuil											
Désaisonnalisé (1)											
	Moyenne										
Indicateur de dépendance sociale (2,7)	%	6,8	6,9	7,2	7,2	7,2	7,0	7,1	6,9	6,9	7,0
Assurance-chômage (3,7)	000	4,09	4,54	5,18	5,24	5,39	5,13	5,42	5,08	5,11	5,36
Aide sociale (4,5,7)	000	11,44	11,27	11,25	11,31	11,23	11,10	11,02	10,91	10,83	10,79
Non désaisonnalisé											
	Moyenne										
Indicateur de dépendance sociale (2,7)	%	7,3	6,7	7,1	6,9	7,7	6,8	7,1	6,7	7,4	6,7
Assurance-chômage (3,7)	000	5,10	4,01	5,18	4,76	6,40	4,60	5,42	4,60	6,12	4,83
Aide sociale (4,5,7)	000	11,63	11,26	11,22	11,17	11,41	11,09	10,99	10,77	11,02	10,78
Immobilier et construction											
Logements mis en chantier	Nombre	304	385	154	395	384	521	678	557	268	685
Permis de construction	M \$	60	125	64	130	72	125	162	113	97	114
Résidentiel		39	59	31	56	62	82	79	57	70	67
Commercial		14	22	19	49	8	33	69	33	18	24
Industriel		7	37	9	22	3	4	3	19	2	8
Institutionnel et gouvernemental		0	7	5	4	0	6	11	4	8	15
Ventes de résidences (SIA/MLS,10)	Nombre	980	1 154	555	832	1 397	1 018	523	844	1 124	1 044
Prix des résidences (SIA/MLS,10)	000 \$	116,8	120,5	120,4	119,5	125,8	137,8	137,0	144,7	144,9	154,9
Failites personnelles	Nombre	345	349	295	314	291	268	320	291	292	330
Couronne Sud											
Désaisonnalisé (1)											
	Moyenne										
Indicateur de dépendance sociale (2,8)	%	3,6	3,8	4,0	3,9	3,8	3,8	3,9	3,7	3,7	3,7
Assurance-chômage (3,8)	000	5,92	6,45	7,26	7,09	7,12	6,83	7,38	6,91	7,00	7,17
Aide sociale (4,5,8)	000	6,08	6,04	5,99	5,97	5,82	5,84	5,70	5,61	5,52	5,55
Non désaisonnalisé											
	Moyenne										
Indicateur de dépendance sociale (2,8)	%	4,3	3,4	3,9	3,6	4,5	3,4	3,8	3,4	4,4	3,4
Assurance-chômage (3,8)	000	8,00	5,31	7,15	6,26	9,20	5,69	7,27	6,08	9,08	6,03
Aide sociale (4,5,8)	000	6,29	5,95	5,93	5,91	6,03	5,75	5,64	5,56	5,73	5,45
Immobilier et construction											
Logements mis en chantier (6)	Nombre	485	878	561	508	949	1 343	1 108	1 008	661	1 408
Permis de construction (6)	M \$	100	137	101	119	173	224	178	158	177	241
Résidentiel		82	105	74	87	162	168	133	134	158	201
Commercial		3	20	18	12	4	20	19	9	15	17
Industriel		11	10	5	3	2	32	5	8	3	9
Institutionnel et gouvernemental		4	2	4	17	5	5	22	7	1	14
Ventes de résidences (SIA/MLS,6,10)	Nombre	1 858	1 993	976	1 498	2 461	1 840	1 113	1 386	1 841	1 601
Prix des résidences (SIA/MLS,6,10)	000 \$	116,7	121,4	127,7	126,9	128,6	138,1	149,9	145,0	150,4	160,6
Couronne Nord											
Désaisonnalisé (1)											
	Moyenne										
Indicateur de dépendance sociale (2,9)	%	4,7	4,9	5,0	4,9	4,9	4,8	5,0	4,7	4,6	4,7
Assurance-chômage (3,9)	000	6,74	7,32	8,15	8,03	8,18	7,77	8,60	8,13	8,01	8,36
Aide sociale (4,5,9)	000	8,63	8,54	8,29	8,20	8,06	7,99	7,80	7,50	7,30e	7,45e
Non désaisonnalisé											
	Moyenne										
Indicateur de dépendance sociale (2,9)	%	5,5	4,4	5,0	4,6	5,7	4,3	4,9	4,4	5,4	4,3
Assurance-chômage (3,9)	000	9,11	6,00	8,05	7,06	10,56	6,46	8,51	7,16	10,39	7,04
Aide sociale (4,5,9)	000	8,91	8,44	8,17	8,14	8,33	7,89	7,68	7,44	7,57e	7,36e
Immobilier et construction											
Logements mis en chantier (6)	Nombre	604	1 332	620	1 041	999	1 856	1 449	1 550	1 280	1 986
Permis de construction (6)	M \$	138	216	169	337	238	273	234	339	275	287
Résidentiel		97	158	111	130	184	225	179	187	223	245
Commercial		29	42	34	77	32	31	26	36	24	31
Industriel		10	3	16	93	18	12	18	24	21	8
Institutionnel et gouvernemental		2	13	7	38	3	4	12	92	6	3
Ventes de résidences (SIA/MLS,6)	Nombre	1 840	1 900	949	1 382	2 569	1 804	1 048	1 490	2 021	1 636
Prix des résidences (SIA/MLS,6)	000 \$	106,5	109,9	114,7	113,0	117,4	126,4	130,9	133,6	137,2	147,4

- Désaisonnalisé par la CMM.
- Indicateur de dépendance sociale = $100 \times (\text{bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains et bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes et avec contraintes temporaires}) \div \text{population de 15 à 64 ans}$.
- Bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains.
- Bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes et bénéficiaires avec contraintes temporaires.
- Dernier mois du trimestre.
- Selon les limites territoriales de la RMR de Montréal.
- Ancienne MRC de Champlain (correspond à Longueuil sans Boucherville et Saint-Bruno).
- Somme des MRC de La Vallée-du-Richelieu, Lajemmerais, Roussillon et Vaudreuil-Soulanges.
- Somme des MRC de Deux-Montagnes, Thérèse-de-Blainville, Mirabel, L'Assomption et Les Moulins.
- Ventes totales de Boucherville et Saint-Bruno, et ventes de plex de Brossard, Greenfield-Park et Saint-Lambert comprises dans la couronne Sud et non dans Longueuil.
- Estimation.

Sources : Statistique Canada, Emploi, Solidarité sociale et Famille - Québec, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Banque du Canada, CB Richard Ellis, Industrie Canada, Association des hôtels du grand Montréal, Chambre immobilière du Grand Montréal, Desjarlais Prévost, Port de Montréal et Aéroports de Montréal

Lexique

Chômeur. Personne qui est sans emploi et qui se cherche activement un emploi.

Désaisonnalisation. Supprime l'effet des variations répétitives qui se produisent dans l'année, variations causées par des événements annuels réguliers comme l'évolution du climat et les congés fixes.

Emploi (personnes occupées). Nombre de personnes qui habitent une région et qui travaillent, peu importe le lieu d'emploi.

Indicateur de dépendance sociale. $100 \times (\text{Bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains et bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes et avec contraintes temporaires}) \div \text{population de 15 à 64 ans}$.

Indice des prix à la consommation. Indice qui mesure la variation dans le temps du coût à l'achat d'un «panier» constant de biens et services. Il mesure donc le mouvement des prix.

Mise en chantier. Désigne le début des travaux de construction, généralement après la mise en place de la semelle de béton.

Population active. Nombre de personnes, parmi la population de 15 ans et plus, au travail ou en chômage.

Prix (ou dollars) constants. Prix d'une période choisie comme base, qui mesurent la valeur réelle des biens et services. Toute variation de la valeur réelle provient exclusivement de la variation des quantités physiques.

Prix (ou dollars) courants. Prix de la période courante, qui mesurent la valeur nominale des biens et services. Toute variation de la valeur nominale provient des variations combinées des prix et des quantités physiques.

Note explicative

L'économie métropolitaine décrit, chaque trimestre, l'évolution économique de l'agglomération de Montréal et de ses cinq secteurs, Montréal, Laval, Longueuil, les couronnes Nord et Sud.

L'information sur l'économie urbaine est incomplète car les statistiques sont agrégées en priorité à l'échelle nationale et provinciale. Lorsqu'il n'existe pas d'information sur la région métropolitaine de Montréal, les données disponibles pour l'unité spatiale la plus proche, le Québec ou le Canada, sont utilisées.

Les organismes producteurs de statistiques désaisonnalisent peu les données régionales. Nous le faisons dans certains cas. Au-

Produit intérieur brut (PIB). Valeur de tous les biens et services produits à l'intérieur des limites géographiques d'un pays (région, province) au cours d'une période donnée (année, trimestre).

Région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal. Région comprenant l'île de Montréal, Laval, la couronne Nord (jusqu'à Saint-Placide, Saint-Jérôme, Mascouche et L'Assomption) et la couronne Sud (jusqu'à Hudson, Beauharnois, Saint-Isidore, Saint-Constant, La Prairie, Chambly, Mont-Saint-Hilaire, Beloeil et Varennes); 4 047 km²; 3 426 000 h.

La Communauté métropolitaine de Montréal englobe le territoire de la RMR de Montréal moins les municipalités de Gore, Lavaltrie, Saint-Colomban, Saint-Jérôme et Saint-Placide (dans la couronne Nord), plus celles de Calixa-Lavallée, Contrecoeur, Saint-Jean-Baptiste et Verchères (dans la couronne Sud); 3 838 km²; 3 358 000 h.

Service inter-agences (SIA/MLS). Service de vente résidentielle qui rend une propriété accessible aux courtiers et agents membres de la Chambre immobilière du Grand Montréal et du Service.

Taux d'activité. $(\text{Population active} \div \text{population de 15 ans et plus}) \times 100$.

Taux de chômage. $(\text{Nombre de chômeurs} \div \text{population active}) \times 100$.

Taux d'emploi. $(\text{Emploi} \div \text{population de 15 ans et plus}) \times 100$.

Ventes au détail. Marchandises et services connexes pour la consommation ménagère ou personnelle, vendus habituellement dans un magasin.

trement, la comparaison ne peut se faire qu'avec le trimestre correspondant de l'année précédente.

Pour des renseignements supplémentaires, communiquer avec Maxime Trottier, Développement économique métropolitain, au (514) 350-2558.

Pour obtenir une copie, visiter le site Internet de la CMM ou écrire à :

Brigitte Cloutier
Communauté métropolitaine de Montréal
1002, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2400
Montréal (Québec) H3A 3L6

Tél.: (514) 350-2565 Fax: (514) 350-2599